

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 6 novembre 1997.

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS,
président.

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs MOORAT, CHERUY et LURQUIN,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs VANDENBOSSCHE et MEEUS, membres effectifs
madame OP DE BEECK, membre suppléant.

Section germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, conseiller général
monsieur VAN SANTEN, conseiller général
- adjoint bilingue.

29.293/I/PF
CV/SH

Par lettre du 20 octobre 1997, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (O.N.A.F.T.S.).

Sur la base des articles 60, §1, et 61, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en séance du 6 novembre 1997 et a émis l'avis suivant.

*
* *

Le projet résulte de l'adaptation du cadre organique intervenu suite à la restructuration de la carrière des agents de l'Etat (opération 2^{ème} phase - circulaire n°427 du 29.01.1996).

Le nouveau cadre organique a obtenu l'accord commun du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique le 22 juillet 1997. Il a été fixé par l'arrêté royal du 23 septembre 1997 (M.B. 31 octobre 1997).

Le ministre propose la répartition linguistique suivante des 369 emplois prévus au cadre organique.

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	N. bil.	F. bil.
1	2	2	1	1
2	4	4		
Total	6	6	1	1
3	34	33		
4	5	9		
5	76	74		
6	31	37		
7	27	29		
Total	173	182		

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées conformément à l'article 54, alinéa 2, des L.L.C.

1. Emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée qui est conforme à l'article 43, §3, alinéas 1 et 2, des L.L.C. tant en ce qui concerne le cadre unilingue qu'en ce qui concerne le cadre bilingue.

2. Emplois des degrés 3 à 7

Le cadre organique prévoit de supprimer au départ de leur titulaire 4 emplois de traducteur-réviseur ou traducteur-directeur (carrière plane) bloquant au cadre permanent 4 emplois de traducteur-réviseur.

La C.P.C.L. constate que ces 4 emplois ne sont pas répartis entre des cadres linguistiques.

Il ne peut être dérogé pour ces emplois à l'article 43 des L.L.C. selon lequel tous les emplois du cadre organique doivent être répartis en chiffres absolus entre les 2 cadres linguistiques.

Tous les emplois relatifs à du personnel statutaire, tant qu'ils ne sont pas définitivement supprimés, doivent être répartis en cadres linguistiques quel que soit la disposition du cadre organique qui supprime un nombre d'emplois au départ de leur titulaire en bloquant un même nombre d'emplois permanents de même niveau et de même grade. Les agents qui occupent ces emplois sont toujours en activité de service pour une période indéterminée qui, selon les circonstances, pourrait être importante. Ils participent à l'exercice des missions du service et ne peuvent être soustraits au respect des L.L.C.

En ce qui concerne les emplois du cadre permanent, le ministre propose de maintenir la proportion des cadres linguistiques actuels, c.-à-d. 48,71% N - 51,29% F soit en chiffres absolus 173 N - 182 F (cfr. avis 27.127 du 4 avril 1996).

Etant donné qu'il n'y a pas eu de changement significatif dans le volume de travail N et F depuis la fixation des cadres linguistiques par l'A.R. du 30 juin 1996 (M.B. 28 août 1996), la C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet de la répartition inchangée des emplois aux degrés 3 à 7, confirmant ainsi son avis précédent.

* *

*

Le présent avis est envoyé au Ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, §3, 2^{ème} alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 6 novembre 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS